



Pour nous contacter : npa.illeetvilaine35@gmail.com

Hôpital de Saint Malo

27 avril 2023

Sons sans lumière pour Macron : la lutte continue, et elle continuera !

Macron n'en peut plus de traîner les casseroles de sa réforme des retraites : il annonce haut et fort que celle-ci est passée, qu'il faut tourner la page et qu'il va aller à la rencontre de la population, mais à chaque prise de parole, quel que soit l'endroit, il est accueilli bruyamment. À tel point qu'à Ganges, dans l'Hérault, jeudi dernier, un arrêté de la préfecture a interdit tout « dispositif sonore portable »... Le ridicule était bel et bien là ! Surtout que le dispositif de sécurité autour de la visite présidentielle n'a pas empêché qu'il doive faire la réunion prévue dans un collège de la ville sur des petites chaises en plein milieu de la cour, en raison d'une coupure de courant orchestrée par des grévistes d'EDF... Son « tour de France » est d'ores et déjà raté.

Macron et le CAC 40, dégagez !

Sans attendre le 1^{er} mai, tous ceux qui se sont mobilisés contre la réforme des retraites depuis plus de trois mois saisissent toutes les occasions pour manifester leur colère et leur refus de cette réforme injuste. Cette guérilla contre Macron et son gouvernement montre que la lutte continue. Le 20 avril, de nombreuses actions ont été menées, dont l'envahissement du siège d'Euronext à la Défense par des centaines de cheminots avec le slogan « Le CAC 40 à la caisse pour payer nos retraites ». Euronext gère en effet la Bourse de Paris où s'échangent les titres financiers des grandes entreprises. Une manifestation parisienne a été aussi organisée par l'AG interprofessionnelle 92 et la coordination nationale étudiante. Elle a permis aux grévistes de tous secteurs dont les cheminots de rappeler leur détermination.

Au-delà de ce gouvernement et de la colère qu'il suscite, il faut bien voir que c'est tout un système contre lequel nous devons lutter : le capitalisme et sa course au profit qui nous laisse de moins en moins les moyens de

vivre. C'est bien pour cela que, en même temps que la lutte contre la casse de nos retraites, des grèves pour les salaires ont continué. Le week-end dernier, hôtesses et stewards de la compagnie aérienne Vueling étaient en grève pour revendiquer 15 % d'augmentation. Chez Vueling, les salaires aussi sont low cost ! Dans le Nord, des salariés de VertBaudet entament leur deuxième mois de grève pour les salaires.

Le 1^{er} mai toutes et tous dans la rue, et après on continue !

La persistance de ces grèves et toutes les expressions de colère à travers le pays, coupures de courant à l'appui, permettent de voir ce que nous pourrions faire si ces luttes étaient coordonnées. En tant que travailleuses et travailleurs, nous avons une force décisive, à condition d'en prendre conscience et de nous organiser, indépendamment des directions syndicales. En revanche nous n'avons rien à attendre de la reprise d'un prétendu dialogue social avec un gouvernement qui n'attend qu'une chose : continuer à nous attaquer pour mieux servir le patronat.

Le 1^{er} mai, journée de lutte internationale des travailleuses et travailleurs, soyons les plus nombreux possible dans les rues de toutes les villes du pays pour clamer haut et fort, avec ou sans casseroles, que non, c'est non, cette réforme des retraites, on n'en veut toujours pas. **Grèves, blocages, manifestations, casseroles, chasse aux ministres, tout va devoir continuer jusqu'au retrait... et cela dès le 2 mai !**

Saint-Malo 10h 30 Porte Saint Vincent

Rennes 14h Place de Bretagne

Fougères 10h 30 Esplanade des chaussonnières

Effondrement de l'hôpital public : virer Macron et ce système devient une urgence vitale

En 5 ans de présidence Macron, 21 000 lits d'hospitalisation ont été supprimés en France.

Pour le mois de mai, **l'hôpital de Saint Malo va fermer 36 lits.**

L'hécatombe continue, mais jusqu'à quand ? La santé se détériore pour tous et les conditions de travail deviennent de plus en plus dur sans que les salaires suivent l'augmentation des prix.

Comme le réchauffement climatique, on se demande quand le seuil de crise et d'effondrement sera dépassé. Mais en attendant la situation s'aggrave.

Le manque de personnel semble une bonne excuse masquant les politiques de santé menées depuis plusieurs décennies pour en arriver à ce résultat. Macron et son ministre de la santé peuvent bien essayer de faire semblant de se soucier du problème, personne ne peut les croire : le problème c'est eux, leur politique de dépouiller les services publics comme d'augmenter l'âge de la retraite pour enrichir cette classe capitaliste qui ne s'est jamais aussi enrichie sous aucun autre gouvernement.

Ils ne méritent que nos casseroles et au delà un mouvement massif politique contre eux et leur système.

La Timac pollue, l'Etat ferme les yeux

Saint Malo est le plus grand port chimiquier de Bretagne. Des dizaines de milliers de tonnes de nitrate d'ammonium, jusqu'à 60 000, y sont stockées chaque année. Ces engrais destinés à l'agriculture sont particulièrement dangereux. Il a suffi de l'explosion d'un bateau en contenant 2750 tonnes pour raser une partie de la ville de Beyrouth en août 2020. On se souvient aussi de l'explosion d'AZF à Toulouse en 2001.

Des contrôles sont sans doute effectués, mais la transparence est bien loin de régner sur ces activités. L'usine malouine de la TIMAC, qui appartient au groupe multinational Roullier, ne fait pas seulement peser ce danger sur la population environnante. Elle pollue considérablement le port et les alentours. Un rapport récent de la DREAL (direction générale de l'environnement) montre par exemple que le port de Saint Malo est le plus pollué de Bretagne et des pays de Loire en ce qui concerne 5 métaux très nocifs : cadmium, Zinc et mercure notamment. Le cadmium, classé cancérigène par le Centre international de recherche sur le cancer se propage par exemple dans les sols et la chaîne alimentaire.(1) La TIMAC suscite aussi des rejets atmosphériques contenant de l'ammoniaque. En dépit des nombreuses études, plaintes et recours en justice, les autorités traînent et

rechignent à imposer la transparence à la TIMAC, voire à la sanctionner et encadrer davantage ses activités.

1) Ces informations sont extraites d'un dossier très complet publié dans le trimestriel associatif Banc Public N° 5.

Mayotte : une opération colonialiste et xénophobe

Gérald Darmanin, le ministre de l'Intérieur, a mobilisé quelque 1 800 policiers et gendarmes, dont 500 envoyés de métropole, appuyés par des blindés, pour son opération "Wuambushu" (« reprise » en mahorais) destinée à expulser les migrants clandestins venus des Comores et à détruire les bidonvilles qui les abritent. Une partie des politiciens locaux présentent ces migrants comme les responsables de tous les maux qui frappent l'île : chômage, délinquance, misère.

Mais, dès le début, cette opération odieuse s'est heurtée à la résistance de la population. Diverses organisations et personnalités, dont des juristes s'y sont opposées. C'est ainsi que le tribunal de Mamoudzou, la capitale, a suspendu l'évacuation d'un bidonville comme illégale. De plus, le gouvernement comorien a refusé aux bateaux transportant les expulsés d'accoster dans les ports de l'archipel. Que vont donc devenir ces expulsés ? Va-t-on les parquer dans des péniches ou des ferries comme le font le Royaume-Uni et les Pays-Bas ? Être regroupés dans des camps de concentration sur un îlot isolé, comme en Australie ?

Ces refus d'accepter l'opération de Darmanin ont suscité la colère de certains politiciens locaux. Le Vice-président du Conseil départemental, Salim Mdéré, n'a pas hésité à déclarer qu'il faudrait peut-être tuer un des jeunes qui s'opposent à la destruction de leurs baraques !

Une des causes de cette situation, c'est la séparation arbitraire de Mayotte des autres îles de l'archipel en 1974, car l'impérialisme français a voulu conserver ce territoire pour perpétuer son influence dans la zone. Les populations sont les mêmes dans les différentes îles. Ces expulsions ne pourront évidemment rien régler. L'objectif est de diviser pour régner. La seule solution à la misère et à la délinquance serait un développement de l'économie planifié à l'échelle de l'archipel, sous le contrôle des travailleurs et de la population.

Solidarité avec les migrants et la population des Comores !